



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Matières premières

Les prix du cuivre et du minerai de fer au plus haut

Les cours du cuivre et du minerai de fer ont atteint vendredi des sommets jamais ... • (Page 08)

Économie

Hong Kong émerge de sa plus longue récession

Depuis un an et demi, l'ex-colonie britannique enregistrait une contraction de son PIB. Mais son économie a redécollé au ... • (Page 08)



Sandra Johson au think tank « A new Road »

• (Page 03)

« Il faut se battre au lieu de tendre toujours la main »



Contribution au développement

• (Page 04)

Un guichet pour la diaspora togolaise

Formation bancaire

Appel à candidature pour la 44ème promotion du COFEB

Le Centre Ouest Africain de Formation et d'Etudes Bancaires (COFEB), Centre de formation ... • (Page 05)

Secteur minier

Le gouvernement togolais suspend l'exportation de la ferraille

Le gouvernement togolais vient de suspendre, et ce, jusqu'à nouvel ordre, l'exportation de la ferraille et des sous-produits ... • (Page 02)

Expo universelle

A Dubaï, l'Afrique compte redorer son image

Technologies, investissements, tourisme : les pays africains largement représentés à l'Exposition universelle de ... • (Page 06)

Cybercriminalité au Togo

La Police Nationale interpelle 54 faussaires

La Police Nationale a interpellé cinquante-quatre (54) individus, tous de nationalité nigériane dont quinze (15) faussaires ... • (Page 11)



SETIF - TOGO Sarl - U

Société d'Etude Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière

Immobilier Général, Génie Civil, Travaux Publics, Import - Export

Route de séminaire - Agoè après la Cour d'Appel, à côté de l'IPP

(+228) 22 40 40 46
(+228) 92 06 85 06
Lomé - TOGO

togsetif@gmail.com
www.setiftogo.tg

...Nous comptons bien être fidèle ...Nous comptons bien être fidèle ...Nous comptons bien être fidèle ...

Secteur minier

Le gouvernement togolais suspend l'exportation de la ferraille

Le gouvernement togolais vient de suspendre, et ce, jusqu'à nouvel ordre, l'exportation de la ferraille et des sous-produits ferreux collectés à l'intérieur du territoire national. L'annonce a été faite par les ministres chargés du commerce, de l'investissement et de l'économie, via un communiqué.

• Emanuel AKAKPO

La décision a été prise à travers un arrêté inter-ministériel signé par les ministres de l'économie, de la promotion de l'investissement et du commerce. Désormais, l'exportation de la ferraille et des sous-produits ferreux collectés à l'intérieur du territoire national togolais est suspendue jusqu'à nouvel ordre. Une décision qui pour ces ministères, « devrait permettre de renforcer l'industrie locale du fer, qui s'est enrichie de nouveaux acteurs et qui en plus de contribuer à l'emploi, veut faire du pays, un des meilleurs producteurs de produits ferreux recyclés de qualité dans la sous-région ». En effet, le secteur minier est très peu développé au Togo, malgré la grande richesse du sous-sol. La contribution à l'économie reste faible et les investissements ne sont pas encore à la hauteur des attentes. Il contribue à environ 3,7 % du PIB, et la plus grande partie provient du phosphate. Les ressources du fer sont par exemple évaluées à 500 millions de tonnes dans la région de Bassar, et aujourd'hui la stratégie du gouvernement a donc pour but d'attirer plus d'investissements étrangers dans le secteur, tant dans l'exploration que dans



l'exploitation. Puisque le sous-sol togolais renferme de grands gisements de phosphates, de calcaire, et de minerais de fer. Ainsi, le projet d'exploitation et de transformation de ces minerais, permettront d'améliorer de façon substantielle les perspectives de croissance du PIB, au cours des années à venir. Toutefois, le Togo fait face à de grands défis pour inscrire son capital minier dans le développement durable. Ces défis, s'étendent tout au long des filières de l'industrie extractive, et se traduisent en termes d'impacts sociaux et environnementaux, de collecte, de gestion et de distribution des recettes, ainsi que d'investissement de ces revenus pour le bénéfice des communautés vivant autour des mines et du pays tout entier. Pour relever ces défis, le pays à élaborer

tout récemment, le PDGM (Projet de Développement et de Gouvernance Minière), un projet dont l'objectif est de renforcer les capacités institutionnelles et les systèmes de gouvernance des institutions clés impliqués dans la gestion du secteur minier au Togo. Il faut rappeler qu'en avril 2019, une usine de production de fer à béton a été inaugurée à Kara dans la région de la Kara. L'investissement est estimé à 4,4 milliards de francs CFA. Sa capacité de production est estimée à 3 000 tonnes par mois, et utilisera 4 500 tonnes de ferrailles de récupération. Il est donc à noter que même si l'exploitation des minerais de fer est peu développée au Togo, nombre d'analystes estiment le secteur demeure un des fleurons de l'industrie nationale.



AUX DECIDEURS ...

Travail à distance, nouvelle donne

Le lieu de travail et les modes de travail ont changé avec l'avènement de la COVID-19 qui a imposé le travail à distance comme nouvelle norme pour la plupart des entreprises qui ont dû revoir leurs pratiques pour s'adapter à une approche hybride qui permet aux employés de passer du temps au bureau pour créer des expériences de travail social.

Les recherches suggèrent que la pandémie pourrait également façonner d'autres tendances futures sur le lieu de travail. Deux tendances se détachent : la montée du télétravail et de la collaboration virtuelle d'une part et la fracture croissante entre travail formel et informel d'autre part.

La pandémie COVID-19 nous a rappelé le grand fossé entre les inégalités et l'exploitation dans les lieux de travail informels. La terrible réalité du chômage est un défi majeur. Le chômage est exacerbé par l'utilisation du secteur informel comme amortisseur.

Le marché du travail contractuel a connu une croissance régulière au cours de la dernière décennie. Cette précarisation du travail peut avoir des conséquences positives et négatives. D'un autre côté, des tendances telles que la montée de l'économie des petits boulots, la flexibilité du travail et le travail indépendant constituent une part importante de l'économie en développement et du potentiel de création d'emplois.

Face à la pandémie et au rôle clé du travail dans nos vies, il est important de considérer l'impact sur le travail et les lieux de travail. En particulier, nous devrions considérer deux questions : qui travaille et comment ou où travaillent-on ?

L'idée de qui travaille est centrée sur les types de travailleurs et leur identité. La pandémie a mis en évidence le fossé entre les types de travailleurs, par exemple ceux des secteurs informel et formel. Les travailleurs des secteurs formels, par exemple, ont bénéficié d'un plus grand soutien de la part de leurs organisations pendant le verrouillage. Les employeurs ont aidé à faciliter les arrangements pour le travail à domicile. Les travailleurs du secteur informel ne bénéficient pas d'un tel soutien.

La plupart des travailleurs des pays en développement, y compris l'Afrique du Sud, ne font pas partie de la main-d'œuvre formelle. Ils travaillent dans les secteurs informels et sont souvent qualifiés de travail occasionnel dans des emplois précaires.

Mais la précarité offre également une plus grande flexibilité et mobilité pour les plus qualifiés avec un plus grand pouvoir de négociation. En Afrique du Sud, l'économie des petits boulots s'est développée à mesure que de plus en plus de personnes se tournent vers des modalités de travail plus flexibles. Ils se sentent autonomes et la demande de modalités de travail flexibles augmente. Le verrouillage a démontré aux organisations que le travail à distance qui est rendu possible par la technologie est non seulement possible, mais aussi efficace. De plus en plus d'entreprises créent des opportunités de travail à distance.

Le pic de précarisation pourrait également contribuer à renverser le paradigme et à stimuler une nouvelle direction sur la manière d'assurer un travail significatif pour tous. Si les dirigeants et les professionnels des ressources humaines peuvent faire évoluer les meilleures pratiques humaines déployées dans le secteur formel, pour servir également l'économie informelle, cela peut ouvrir de nouvelles voies pour stimuler l'autonomisation économique et la vie.

Cela appelle à appliquer les normes sur la dignité humaine au travail, telles qu'articulées par l'Organisation internationale du travail et les lois du travail nationales, à la manière dont toutes les personnes dans le cycle de travail sont traitées.

Le travail en général sert un objectif plus important que simplement gagner un revenu, mais peut également fournir un sens et un but, un lien social, un statut et une structure. Les chefs d'entreprise peuvent donc contribuer à un leadership responsable tout au long de la chaîne de valeur dans l'écosystème complet du travail.

Ce qui compte, ce sont des personnes engagées et efficaces qui peuvent s'épanouir sous un leadership responsable dans une culture de soutien. L'emplacement, tel qu'influencé par la compréhension de la perturbation, devrait faciliter la collaboration et l'engagement, et faire correspondre les résultats attendus avec les travailleurs et leur emplacement.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel		Sources
Valeur		
Superficie :	56 600 km²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés		Sources
Valeur		
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hab :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Sandra Johson au think tank « A new Road »

« Il faut se battre au lieu de tendre toujours la main »

« A NEW ROAD », le premier Think Tank africain dédié aux dettes publiques et au financement des économies, a démarré ses activités le 6 mai 2021, à Abidjan en Côte d'Ivoire. La cérémonie a enregistré la participation effective de Sandra Ablamba Johnson, ministre, secrétaire générale de la Présidence, membre fondateur du Think Tank "A New Road", du professeur Kako Nubukpo, représentant du Togo à la Commission de l'UEMOA et Félix Edoh Kossi Amenounve, directeur général de la BRVM.

• Eyram AKAKPO

La crise sanitaire liée à la pandémie du nouveau coronavirus a fortement impacté les économies africaines, d'où le réendettement rapide devient une préoccupation majeure des autorités politiques et économiques. Pour la ministre secrétaire générale de la présidence togolaise Sandra Ablamba Johnson, qui a pris une part active dans le lancement de ce Think Tank, il s'agit d'un cadre où sera menée « une réflexion continue autour de la soutenabilité des dettes publiques et au financement des économies du continent africain ». « A New Road », estime que « l'Afrique n'est pas surendettée, elle est sous financée et mal financée ». La problématique du coût et de la maturité de la dette doit être évoquée en priorité à l'occasion des prochaines discussions avec les différents bailleurs de fonds du continent. A new ROAD souhaite se mobiliser pour que les conditions commerciales des financements appliquées aux États africains soient cohérentes avec celles pratiquées (à profils d'économies et de risques équivalents) dans d'autres régions du monde. La perception du risque attaché aux dettes publiques africaines, largement surévalué et trop souvent injustifié, doit changer. Pour payer la dette, Sandra Johnson suggère qu'« il faut se battre au lieu de tendre toujours la main. Un des plaidoyers que nous devons faire ici, c'est de revisiter effectivement les dispositions existantes pour voir dans quelle mesure nous pourrions peut-être permettre à nos Etats de bénéficier de maturités relativement longues ». Le Partenariat Public-Privé demeure aussi une autre solution importante devant aider les pays africains à pouvoir



éponger la dette qui s'élève à 365 milliards de dollars, soit 2% de la dette mondiale. « Il s'agira pour nous de réfléchir à notre propre capacité, d'où le rôle important du secteur privé. Ce partenaire stratégique, ce mari si je peux me permettre de dire ainsi, avec qui on se parle, on se comprend, parce qu'il a les ressources et nous accompagne » a déclaré la ministre Sandra Ablamba Johnson. « A New Road » est une organisation apolitique à but non lucratif de haut niveau ayant comme membres fondateurs entre autres le Ministre et ancien Secrétaire général de la Présidence française Hubert Vedrine, l'ancienne Ministre de l'Education nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche de France, Directrice One France Najat Vallaud-Belkacem, le Ministre du tourisme et des loisirs de Côte d'Ivoire Sian-dou Fofana, le Ministre de l'Economie et des finances du Bénin, Romuald Wadagni, le Directeur du Centre de développement de l'OCDE, Mario Pezzini et la Fondatrice de Global sovereign advisory Anne-Laure Kiechel. Le Think tank souhaite approfondir, aux côtés des

gouvernements et des Organisations de la société civile, des sujets portant sur le questionnement relatif à la pertinence de l'utilisation de certains ratios qui restreignent la capacité d'endettement des pays en pleine mutation économique.

Le mythe de l'Afrique surendettée

« L'idée même de ce think tank est de savoir, dans ce contexte de pandémie de coronavirus, comment les États africains vont financer leurs économies ? Vont-ils s'endetter davantage ? Ou inventer leurs modèles économiques ? » interroge Stanislas Zeze, PDG de Bloomfield Investment Corporation, l'une des seules sociétés de notation implantées sur le continent africain. « Il faut que l'on reste sur des règles universelles qui permettent aux Africains de mieux appréhender les questions de dette », poursuit-il. « Le problème de fond est le suivant : qui détient la dette africaine ? » soulève Félix Edoh Kossi Amenounve, patron de la Bourse régionale ouest-africaine installée à Abidjan, la BRVM. « La question de la dette africaine est un véri-

table serpent de mer. Dans les pays comme la Chine, le Japon ou les États-Unis, elle est majoritairement détenue par les banques centrales (70 % au Japon ; 15,9 % aux États-Unis) ou les institutions financières locales ainsi que les particuliers (57,5 % aux États-Unis) qui connaissent mieux le risque de leurs pays. La dette africaine est, quant à elle, détenue en grande partie par l'extérieur (21 % par la Chine et 31 % en eurobonds) avec une appréciation du risque réel ou perçu discutable », rappelle-t-il. Déjà, à

leur indépendance, dans les années 1960, plusieurs pays africains avaient hérité de dettes issues de la colonisation. Ils se sont également endettés auprès de la communauté internationale pour bâtir leurs nouveaux États. À cette époque, les taux d'intérêt étaient très bas, voire proches de zéro. Mais au fil des années, surtout après les chocs pétroliers, fin des années 1970, les taux sont montés en flèche. Conséquences : les pays africains se sont retrouvés à rembourser à des taux très élevés une dette qu'ils avaient contractée à des taux très faibles. Dans ce contexte, alors qu'ils étaient déjà dans une situation d'insoutenable, les politiques d'ajustement structurel ont été mises en œuvre avec des prêts de la Banque mondiale ou du Fonds monétaire international en échange de réformes pour libéraliser l'économie. Puis, à partir des années 2000, la Chine est arrivée, devenant, en l'espace d'une dizaine d'années, le premier créancier du continent. Si les États africains se sont endettés à des taux d'intérêt variables, ils l'ont aussi fait dans des monnaies étrangères. « Aujourd'hui, le

coût de la dette est réel », s'inquiète la ministre Sandra Ablamba Johnson. « Ce n'est pas que les Africains sont trop endettés, mais le coût constitue le pilier de cet endettement, justifie-t-elle. Nous avons assisté à l'accumulation, à la hausse des intérêts de 4 % à 12 % au moment où la croissance n'a pas suivi », pointe-t-elle. De son côté, Félix Edoh-Kossi Amenounve va plus loin. Pour lui, l'une des solutions au problème de la perception du risque et du coût élevé de la dette est que celle-ci soit détenue majoritairement par des acteurs locaux. « Le changement de paradigme passe aussi par cela : s'appuyer davantage sur la dette locale pour avoir la maîtrise de notre dette globale ». « Certains gros maux d'hier sont peut-être les solutions de demain », veut croire Nicolas Jean. En tout cas, l'idée fait son chemin, et tout porte à croire que l'initiative A New Road résonnera lors du Sommet sur le financement des économies africaines qui doit avoir lieu le 18 mai prochain à Paris à la demande du président français Emmanuel Macron.



Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hab : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Suite à la page 05

PREMIER QUOTIDIEN ECONOMIQUE DU TOGO

BCEAO / Formation bancaire

Appel à candidature pour la 44ème promotion du COFEB

Le Centre Ouest Africain de Formation et d'Etudes Bancaires (COFEB), Centre de formation créé par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), lance un appel à candidature pour la 44ème promotion de son cycle diplômant.



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST



APPEL A CANDIDATURES

POUR LA 44^e PROMOTION DU CYCLE DIPLÔMANT DU COFEB

Le Centre Ouest Africain de Formation et d'Études Bancaires (COFEB) est le Centre de formation créé par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) en vue d'assurer le développement de ses ressources humaines et de contribuer au renforcement des capacités des cadres des administrations économiques et financières, des banques et établissements financiers ainsi que des systèmes financiers décentralisés des États membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). La formation est également ouverte aux agents de structures communautaires et des institutions financières régionales. Le COFEB accueille également des agents des banques centrales africaines,

dans le cadre des relations de partenariat que la BCEAO entretient avec ces institutions.

Le Centre pourrait toutefois, à titre exceptionnel, accepter des dossiers de candidats provenant de certains Cabinets exerçant dans les secteurs de l'économie et de la finance, de Centres de recherches, de Bureaux d'étude installés dans l'UEMOA et qui remplissent les mêmes conditions.

Le cycle de formation est sanctionné par le Diplôme de Master II en Finances et Gestion Bancaire.

Il comporte neuf (9) mois d'enseignements théoriques au COFEB, au siège de la BCEAO à Dakar et quatre (4) mois de stage d'application hors du Centre sanctionné par un mémoire à soutenir devant un jury.

CONDITIONS D'ADMISSION

L'acceptation du dossier de candidature est subordonnée au respect des conditions suivantes :

- être âgé de quarante (40) ans au plus au 1^{er} janvier 2021 ;
- être un agent permanent d'une administration économique et financière, d'un établissement de crédit ou d'un système financier décentralisé d'un État membre de l'UEMOA ;
- être un agent d'une banque centrale africaine partenaire ;
- être un agent permanent d'une institution communautaire sous-régionale ;
- être titulaire d'au moins un diplôme de niveau BAC + 4 en sciences juridiques, économiques, de gestion ou équivalent, ou justifier les soixante (60) crédits de la première année d'un Master (M1) dans les mêmes disciplines ;
- justifier d'au moins deux (2) années d'expérience professionnelle au 1^{er} janvier 2021.

Les candidats qui remplissent ces conditions doivent, en outre, passer un test de niveau visant à évaluer leurs connaissances de base. A la suite de ce test, la liste définitive des candidats retenus pour suivre la formation est communiquée à leur organisme d'origine puis publiée sur le site internet du COFEB.

Ce test porte sur des épreuves de comptabilité générale, de monnaie et crédit, de microéconomie, de macroéconomie et de mathématiques financières du programme de Maîtrise en Économie.

FINANCEMENT DE LA FORMATION

La BCEAO accorde des bourses d'études aux cinq (5) premiers candidats de chaque État de l'UEMOA déclarés admis et ayant obtenu le plus de points sur les critères de sélection, ci-après, approuvés par le Comité Scientifique du COFEB :

- la note obtenue au test de niveau ;
- l'âge (bonus pour les plus jeunes) ;
- le genre (bonus pour les femmes) ;
- l'expérience professionnelle et le diplôme présenté.

Les lauréats, qui ne bénéficient pas de la bourse BCEAO, peuvent solliciter la prise en charge de leur formation par leur organisme d'origine ou par d'autres structures.

DEPÔT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

Les candidats intéressés par la formation, sont invités à s'inscrire en ligne en renseignant le formulaire de candidature disponible sur le lien ci-après : <https://cofeb.bceao.int/formulaire-de-candidature> en y joignant les pièces suivantes (scannées) :

- un extrait de l'acte de naissance ou du jugement supplétif d'acte de naissance ;
- une copie certifiée conforme du diplôme ;
- un certificat de visite et de contre visite médicale datant de moins de trois (3) mois ;
- une attestation de travail justifiant deux (2) années d'expérience professionnelle au moins au 1^{er} janvier 2021 ;
- la lettre d'engagement de l'employeur renseignée et signée par le supérieur hiérarchique habilité.

La brochure sur le cycle diplômant ainsi que le modèle de la lettre d'engagement de l'employeur, sont téléchargeables sur le site internet du COFEB à l'adresse suivante :

« www.cofeb.bceao.int », onglets « Formations » - « Formation diplômante ».

LA DATE LIMITE DE SOUMISSION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE EST FIXÉE AU 31 MAI 2021.

La liste des candidats retenus ainsi que la date du test de niveau seront publiées sur le site internet du COFEB et communiquées aux intéressés.

Les candidats pré-sélectionnés devront déposer un dossier physique contenant les originaux des pièces citées ci-dessus à la Direction Nationale de la BCEAO de leur pays de résidence ou au COFEB, pour les candidats des banques centrales partenaires.

Les candidatures féminines sont fortement encouragées et des points de bonus leur sont accordés lors de l'attribution des bourses afin de favoriser leur plus grande représentation.

POUR TOUT RENSEIGNEMENT COMPLÉMENTAIRE, S'ADRESSER :

- à la Direction Nationale de la BCEAO dans l'un des États membres de l'UMOA ;
- au COFEB par téléphone : (+221) 33 839 05 00 ;
- par courrier électronique à l'adresse courrier.zdepfor@bceao.int ;
- par courrier ordinaire : à l'attention de Monsieur le Directeur des Enseignements et des Programmes de Formation (DEPFOR) – COFEB / BP 3108 Dakar – Sénégal.

<https://cofeb.bceao.int>

Suite à la page 9

Expo universelle

A Dubaï, l'Afrique compte redorer son image

Technologies, investissements, tourisme : les pays africains largement représentés à l'Exposition universelle de Dubaï se préparent à projeter au monde l'image d'un continent ambitieux et moderne, loin des stéréotypes sur la misère et les guerres.

Prévue l'année dernière, l'Expo 2020 se tiendra dans le riche émirat du Golfe à partir d'octobre 2021, après avoir été repoussée en raison de la pandémie de Covid-19 et, pour la première fois, presque tous les pays africains seront présents. Entre les pavillons presque achevés et d'autres toujours en chantier, les délégations africaines affichent leurs ambitions en marge d'une réunion des participants qui s'est tenue cette semaine à Dubaï, temple de l'économie mondialisée et du tourisme de masse. Pour l'Union africaine (UA), représentée pour la première fois en tant qu'institution, cet événement est "une opportunité" pour changer "la perception" que le monde a de l'Afrique et prouver qu'elle est "prête à faire des affaires". "Le temps est venu de nous connecter au monde et pour le monde de nous comprendre, de voir comment il peut collaborer avec nous", affirme à l'AFP Levi Uche Madueke, chef des partenariats stratégiques et commissaire général de l'UA

pour l'Exposition universelle. Si l'Afrique doit encore développer ses infrastructures et supprimer certaines barrières au commerce international, elle a "beaucoup à offrir", assure-t-il, évoquant ressources naturelles ou investissements prometteurs sur un continent où la moitié des plus d'un milliard d'habitants aura moins de 25 ans en 2050.

"Grands efforts"

En quête effrénée d'influence sur la scène internationale, les Emirats arabes unis, dont Dubaï est l'une des sept principautés, ont eux-mêmes accru ces dernières années leur présence politique et économique sur le continent africain, notamment dans la Corne de l'Afrique. Pour la République démocratique du Congo, pays à la réputation entachée par les conflits, la corruption et les violations des droits humains, l'objectif est d'attirer les investissements étrangers. "Souvent quand on parle de l'Afrique, du Congo, les gens disent +Il y a la guerre à l'est, il y a les rebelles. + Non ! Nous avons tout ce qu'il faut", assure à



l'AFP Eugène Manga Manga, commissaire général de la RDC pour l'Exposition. Le pays, surtout connu pour son sous-sol gorgé de ressources minérales, s'apprête à diffuser des vidéos de promotion sur les cultures et les paysages censés attirer les touristes. Le pavillon congolais compte aussi mettre l'accent sur l'agriculture : "Le Congo, c'est 80 millions d'hectares de terres arables. Nous n'en exploitons que 10%", précise le responsable. Pour attirer les investisseurs, "la loi fon-

cière a été libéralisée et nous faisons de grands efforts pour améliorer le climat des affaires", avance-t-il.

"Vendre la destination"

Mais à quelques exceptions près, comme le Rwanda, le Maroc ou le Kenya, les pays africains restent souvent mal placés dans le classement mondial sur la facilité à faire des affaires. Les pays en bas du classement mondial de l'indice de développement humain restent aussi pour la

plupart africains. Le continent a toutefois connu 25 ans de croissance avant connaître une récession en 2020 à cause de la crise économique engendrée par le Covid-19, selon la Banque mondiale. A Dubaï, la délégation béninoise assure que le pays fait tout pour promouvoir le tourisme et améliorer le climat des affaires avec de récentes réformes économiques et la réhabilitation de sites culturels. "L'objectif c'est de vendre la destination Bénin", lance à l'AFP

Inès Monwanou, commissaire générale du pays pour l'Exposition. "Nous espérons qu'un grand nombre de touristes, d'hommes d'affaires, de grandes industries se délocaliseront au Bénin", confie-t-elle. Même pour les poids lourds du continent, l'Exposition garde un enjeu. Destination touristique incontestable, l'Egypte s'apprête à déployer pyramides et signes hiéroglyphiques pour attirer les visiteurs. Mais le but est surtout d'exhiber les potentialités d'investissements et de coopération, notamment dans le secteur des nouvelles technologies. "Le monde a commencé à regarder l'Afrique et à la redécouvrir", affirme à l'AFP Ahmed Maghawry Diab, du ministère égyptien du Commerce et de l'Industrie, qui représente le pays à Dubaï. Selon lui, "le continent a beaucoup de difficultés mais il a aussi commencé à se développer".

Avec ouest-france.fr

Développement des engrais

Le MAFDE va financer de nouveaux projets

Dans son rapport annuel, publié le 4 mai, par la Banque africaine de développement, le Mécanisme africain de financement du développement des engrais (MAFDE) annonce avoir obtenu « des résultats importants en 2020 et envisage de mobiliser plus de ressources qui seront investies dans de nouveaux projets ».

● **Nicole ESSO**

Bien que confronté à la crise sanitaire du Covid-19, ayant entravé la réalisation des activités initialement prévues dans le programme de travail pour l'année 2020, le MAFDE, fonds spécial géré par la Banque, a mis en œuvre, en partie, quelques projets. En 2020, l'exécution de deux projets de garantie de crédit commercial d'une valeur de 5,67 millions de dollars américains, approuvés en 2019, a démarré en Tanzanie et au Nigeria pour accompagner les importateurs et agro-distributeurs d'engrais. « En raison des restrictions à la circulation des personnes et des biens imposées par la pandémie de coronavirus, les missions de surveillance et de supervision des projets étaient uniquement virtuelles », précise le rapport. En Tanzanie, la garantie de crédit commercial du Mécanisme a notamment permis de distribuer 30 836 tonnes d'engrais à environ 206 140 agriculteurs. Dans le même temps, au Nigeria, 12 mélangeurs et grossistes ainsi que 35 distributeurs agro-alimentaires ont été validés pour participer



au programme. La Banque africaine de développement a également donné son accord à une participation du Mécanisme dans une garantie de crédit commercial partiel d'un montant de quatre millions de dollars américains, prise aux côtés de l'Office chérifien des phosphates (OCP). Ce projet, qui facilitera l'accès de 430 000 petits exploitants agricoles aux engrais de qualité, sera exécuté dans le cadre du programme Agribooster de OCP Africa. L'accord de garantie y afférent sera bientôt publié dans sa forme définitive et sa mise en œuvre est attendue au cours de la prochaine campagne agricole. « Lorsque la pandémie de coronavirus s'est déclarée, les parties prenantes opérant dans le secteur de l'agriculture ont pris des mesures visant à atténuer

les impacts économiques potentiels à court, moyen et long termes de la maladie. Le Mécanisme s'est aussi associé à ses partenaires pour offrir des solutions susceptibles d'atténuer les effets négatifs de la pandémie de Covid-19 sur la sécurité alimentaire en Afrique », souligne le rapport. Dans cette optique, le MAFDE s'est joint au Centre international de développement des engrais, à l'Alliance pour une révolution verte en Afrique et au Partenariat africain pour les engrais et l'agroalimentaire pour adresser une déclaration conjointe au Commissaire à l'économie rurale et à l'agriculture de l'Union africaine (UA). L'objectif de la communication conjointe était d'envoyer un message fort à l'UA pour l'encourager à déclarer que les engrais constituent un « bien essentiel »,

garantissant ainsi la libre circulation de ce bien entre les pays et les régions d'Afrique mais également à l'intérieur des pays et des régions. Le message a été pris en compte lorsque la Commission de l'Union africaine a publié une déclaration des ministres de l'Agriculture portant sur la sécurité alimentaire et la nutrition pendant la pandémie de Covid-19. Le Mécanisme a également contribué à l'élaboration de la réponse de la Stratégie Nourrir l'Afrique face à l'impact de la Covid-19 de la Banque africaine de développement. Le MAFDE a ainsi pris part à la préparation des projets de réaffectation des fonds, dont la finalité est d'obtenir des intrants au profit des agriculteurs. À titre d'exemple, trois millions de dollars ont été réaffectés au Projet togolais de transformation agroalimentaire pour l'achat d'intrants agricoles (semences, engrais, produits phytosanitaires) à 150 000 ménages, exploitants de petites parcelles.

Marché financier régional

Le Trésor public malien lève 27,500 milliards de FCFA

Le Trésor Public du Mali a levé ce 5 mai 2021 un montant de 27,500 milliards de FCFA (41,250 millions d'euros) sur le marché financier de l'Union monétaire ouest africaine (UMOA) au terme de son émission de bons assimilables du trésor (BAT) de maturité 364 jours.



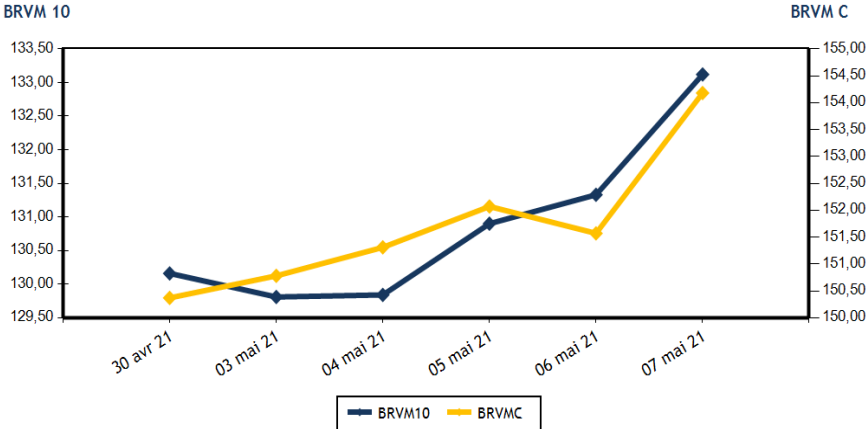
Les fonds obtenus sont destinés à mobiliser l'épargne des personnes physiques et morales en vue d'assurer la couverture des besoins de financement du budget de l'Etat du Mali. Pour le deuxième trimestre 2021, les intentions d'émissions de titres publics des autorités gouvernementales maliennes s'élevaient à 180 milliards de FCFA contre 235 milliards de FCFA pour le premier trimestre 2021. Sur un montant global mis en adjudication de 25 milliards de FCFA, les soumissions globales provenant des investisseurs se situent à 55,640 milliards de FCFA, soit un taux de couverture du montant mis en adjudication

de 222,56%. A l'issue de l'opération d'adjudication, le Trésor Public malien a retenu 27,500 milliards de FCFA et rejeté les 28,140 milliards de FCFA restants, soit un taux d'absorption de 49,42%. Le rendement moyen pondéré s'est situé à 4,19%. Quant au taux moyen pondéré, il s'est situé à 4,01% et le taux marginal à 4,05%. Le capital des titres émis sera remboursable le premier jour ouvré suivant la date d'échéance fixée au 4 mai 2022. De leur côté, les intérêts sont payables d'avance et précomptés sur la valeur nominale des bons qui est d'un million de FCFA.

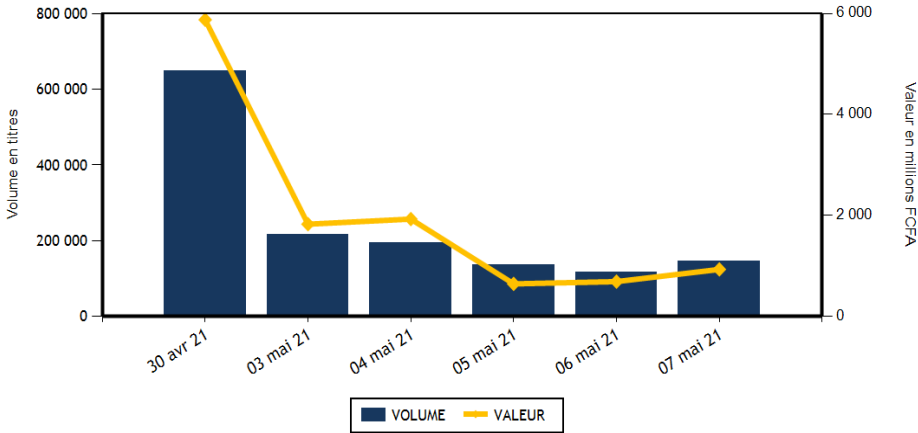
Avec financialafrik.com

BRVM 10	133,12	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE N° 89 vendredi 7 mai 2021 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	154,18
Variation Jour	 1,36 %		Variation Jour	 1,72 %
Variation annuelle	 1,71 %		Variation annuelle	 6,06 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	4 640 005 390 256	1,72 %
Volume échangé (Actions & Droits)	146 642	99,72 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	928 024 930	245,49 %
Nombre de titres transigés	41	7,89 %
Nombre de titres en hausse	24	60,00 %
Nombre de titres en baisse	7	-56,25 %
Nombre de titres inchangés	10	42,86 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOLIBRA CI (SLBC)	70 960	7,50 %	39,41 %
NESTLE CI (NTLC)	1 450	7,41 %	353,13 %
SITAB CI (STBC)	1 485	7,22 %	180,19 %
CROWN SIEM CI (SEMC)	385	6,94 %	92,50 %
BERNABE CI (BNBC)	850	6,92 %	41,67 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	54,77	3,83 %	51,09 %	23 487	23 394 210	12,20
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	445,39	1,79 %	8,51 %	65 452	829 238 255	8,61
BRVM - FINANCES	15	58,67	1,10 %	-2,20 %	23 595	35 052 120	11,50
BRVM - TRANSPORT	2	364,38	3,74 %	-3,78 %	1 827	2 707 390	6,03
BRVM - AGRICULTURE	5	126,31	-0,91 %	45,96 %	7 921	14 207 310	8,23
BRVM - DISTRIBUTION	7	221,43	4,07 %	-2,21 %	20 494	21 322 450	11,27
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	672,47	6,86 %	94,64 %	3 866	2 103 195	3,16
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	9,35	
Taux de rendement moyen du marché	7,40	
Taux de rentabilité moyen du marché	13,90	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	86	
Volume moyen annuel par séance	171 337,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 073 090 864,22	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	6 298 926 997 652	0,00 %
Volume échangé	0	-100,00 %
Valeur transigée (FCFA)	0	-100,00 %
Nombre de titres transigés	0	-100,00 %
Nombre de titres en hausse	0	
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	0	-100,00 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
PALM CI (PALC)	3 765	-7,49 %	67,33 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	955	-4,50 %	-22,98 %
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	3 840	-1,29 %	4,49 %
SMB CI (SMBC)	6 320	-1,25 %	105,19 %
BICI CI (BICC)	5 425	-0,46 %	-18,79 %

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	0,49	
Ratio moyen de satisfaction	31,15	
Ratio moyen de tendance	6 392,85	
Ratio moyen de couverture	1,56	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	4,79	
Nombre de SGI participantes	26	

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
Taux de rentabilité moyen = moyenne des ratios de rentabilité des actions cotées
Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18,Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
Tél : +225 20 32 66 85 / 86. Fax : +225 20 32 66 84. Mail : brvm@brvm.org. Site Web : www.brvm.org

Matières premières

Les prix du cuivre et du minerai de fer au plus haut

Les cours du cuivre et du minerai de fer ont atteint vendredi des sommets jamais vus dans leur histoire.

Ils n'ont jamais été aussi chers: le cuivre, baromètre de l'économie mondiale, ainsi que le minerai de fer ont atteint vendredi des sommets historiques, tirés par la forte demande notamment en Chine où l'activité repart après la pandémie. Le cuivre a touché vers 11h40 les 10'311,00 dollars la tonne sur le London Metal Exchange (LME), battant son précédent record de février 2011. La valeur du minerai de fer a atteint 202,65 dollars, une première selon l'indice de référence compilé par S&P Platts depuis 2008. Outre de meilleures perspectives économiques mondiales, les cours bénéficient d'un dollar en petite forme. «La hausse des prix des matières premières ne montre aucun signe d'essoufflement», constatent les analystes de Deutsche Bank. L'appétit de métal rouge provient principalement de la Chine qui englutit la moitié de la production de la planète; le minerai de fer profite quant à lui de la forte demande en acier, dont il est un composant essentiel. Après des jours fériés dans le pays suivant le 1er mai, la demande a connu une forte reprise propulsant à de nouveaux records les prix. «La Chine ayant repris le travail, cela a permis au minerai de fer de franchir un cap historique», souligne Julien Hall, analyste de S&P Global Platts, qui ajoute par ailleurs que «le mois de mai est considéré comme la haute saison de la construction». Forte-



ment utilisé dans l'industrie, notamment pour la confection de circuits électriques, le cuivre est également connu pour refléter l'état de santé de l'économie mondiale, d'où son surnom de Docteur Cuivre (Dr Copper).

Etain et palladium recherchés

Les prix sont également tirés vers le haut par un dollar en berne, qui a abandonné plus de 0,5% de sa valeur face à un panier de monnaies lors des trois dernières séances, ce qui le rend plus intéressant pour les investisseurs munis d'autres devises. Ce mécanisme a alimenté la hausse de la plupart des matières premières cette semaine. Ainsi l'étain, prisé pour les circuits électroniques, les composants automobiles et les batteries, a atteint jeudi 30'280 dollars la tonne sur le LME, un prix plus vu depuis mai 2011. Cette poussée traduit une forte demande mais aussi une petite taille de marché qui amplifie les mouvements de prix. Le prix du palladium a quant à lui touché mardi 3018,00 dollars l'once, une première

dans l'histoire, porté par des problèmes d'offre alors que la demande augmente. Métal précieux, le palladium est principalement utilisé par l'industrie automobile pour fabriquer des catalyseurs. Sa demande est donc dopée par les normes antipollution de plus en plus strictes à travers le monde. «Le potentiel de hausse supplémentaire du palladium devrait progressivement être limité», a nuancé Carsten Fritsch, analyste de Commerzbank, «car les prix actuels inciteront les producteurs automobiles à penser de plus en plus à remplacer le palladium par le platine, beaucoup moins cher, lorsque cela est techniquement possible». L'or faisait quant à lui «exception» dans le monde des matières premières, selon Carlo Alberto de Casa, d'Activtrades. En baisse depuis le 1er janvier, le métal jaune a néanmoins retrouvé jeudi et vendredi un prix supérieur à 1800 dollars l'once pour la première fois depuis le 25 février.

(AFP)

Économie

Hong Kong émerge de sa plus longue récession

Depuis un an et demi, l'ex-colonie britannique enregistrait une contraction de son PIB. Mais son économie a redécollé au premier trimestre 2021.

Hong Kong a essuyé de plein fouet l'impact de la guerre commerciale sino-américaine, des mois de manifestations, puis les effets de la pandémie. L'économie hongkongaise a renoué avec la croissance au premier trimestre, émergeant ainsi d'une récession de 18 mois, la plus longue depuis des décennies dans l'ex-colonie britannique, selon des chiffres officiels annoncés lundi. Hong Kong a essuyé de plein fouet ces deux dernières années l'impact de la guerre commerciale sino-américaine, des mois de manifestations contre les ingérences chinoises, puis les effets de la pandémie. Le centre financier a enregistré six trimestres consécutifs de contraction de son PIB, ce qui est une série plus longue encore que lors de la crise asiatique de 1997 ou de la crise financière de 2008. Cette série noire a pris fin au premier trimestre 2021, avec une croissance du PIB de 7,8%. Hong Kong fait partie des rares territoires au monde entrés dans la pandémie alors qu'ils étaient déjà en pleine récession. En 2019, les mois de manifestations pro-démocratie avaient coïncidé avec



la montée des tensions entre Pékin et Washington sur les dossiers commerciaux. Principale porte d'accès au vaste marché chinois, Hong Kong en avait naturellement ressenti le contrecoup.

Chute record du PIB

La ville fut une des premières au monde à être touchée par le coronavirus après la Chine continentale. Son PIB avait connu une chute record de 9,1% au premier trimestre 2020. Depuis le territoire est parvenu à contenir la pandémie, avec seulement un peu plus de 11'000 cas en un an. Mais ce résultat a été obtenu au prix de restrictions drastiques qui ont plombé l'économie locale. Le retour à la croissance au premier trimestre est largement dû à un rebond des exportations grâce à la reprise en Chine

et aux États-Unis. Le secrétaire aux Finances Paul Chan a dit anticiper une croissance entre 3,5% et 5,5% sur l'ensemble de l'année.

Secteur du tourisme sinistré

Mais les autorités soulignent qu'on est encore loin des niveaux d'avant la récession et que la reprise ne sera pas uniforme. Les frontières du territoire sont presque fermées à toutes les personnes ne possédant pas de visa de travail. Et ceux qui entrent doivent se plier à une coûteuse quarantaine de trois semaines à leurs frais à l'hôtel. Les secteurs du tourisme et du commerce de détail sont sur les rotules et le chômage se situe autour de 7%, au plus haut depuis des années.

(AFP)

France/Pays Bas

Air France-KLM essuie de nouvelles pertes très lourdes

Les restrictions persistantes aux déplacements ont eu pour conséquence une chute de 73,4% du nombre de passagers et de 57% du chiffre d'affaires.

Air France-KLM a subi une nouvelle lourde perte de 1,5 milliard d'euros au premier trimestre, dans un «environnement toujours difficile» pour le secteur aérien accablé par la crise sanitaire, a annoncé ce jeudi le groupe franco-néerlandais. Les restrictions persistantes aux déplacements ont eu pour conséquence une chute de 73,4% du nombre de passagers et de 57% du chiffre d'affaires par rapport au premier trimestre 2020, et le début du second trimestre «ne montre pas d'amélioration notable» de l'activité, a indiqué le directeur financier, Frédéric Gagey lors d'une conférence de presse téléphonique. Il a espéré un «redémarrage» au cours de l'été. Air France-KLM a été recapitalisé le mois dernier avec l'aide de l'Etat français, qui a doublé sa participation de 14,3% à 28,6%. La nouvelle chute du trafic passagers du premier trimestre 2021 par rapport à la même période de 2020 traduit la poursuite

des fermetures de frontières, face à la pandémie de Covid-19. Air France-KLM, qui exploite en temps normal un important réseau long-courrier comme ses concurrents Lufthansa et IAG (British Airways, Iberia), y est très vulnérable. «On ne peut pas dire que la situation épidémique à ce stade, en tout cas au niveau international, se soit vraiment améliorée, même si on voit ici ou là des premiers chiffres qui montrent que les campagnes de vaccination commencent à produire leurs effets», a constaté Frédéric Gagey. Le groupe, dont les compagnies (Air France, KLM et Transavia) ont déployé au premier trimestre 48% de leurs capacités (en sièges-kilomètres disponibles) de la même période de 2019, soit avant la pandémie, va légèrement les augmenter au second trimestre, à 50%. Au troisième trimestre, qui inclut la cruciale période estivale, «le groupe prévoit une capacité en sièges-kilomètres disponibles comprise entre 55%

et 65% par rapport à 2019», a détaillé Air France-KLM, dans son communiqué. Malgré l'avancée des campagnes de vaccination, en particulier aux États-Unis, en Israël et en Europe, «on n'est pas encore dans une situation où chacun voyage librement, il faudra évidemment encore de nombreux mois avant d'arriver à une situation qu'on pourrait comparer à celle de 2019», a souligné Frédéric Gagey. La pandémie a fait perdre 7,1 milliards d'euros au groupe en 2020. L'opération d'aide conclue le 21 avril s'est traduite par la conversion en quasi-fonds propres de trois milliards d'euros de prêts octroyés par l'Etat français au début de la crise. Air France-KLM avait bouclé deux jours plus tôt une augmentation de capital d'un peu plus d'un milliard d'euros, dont 593 millions apportés par l'Etat français.

(AFPE)

Twitter

Des pourboires aux comptes favoris

Les utilisateurs du réseau social pourront récompenser les propriétaires des comptes qu'ils aiment suivre s'ils le veulent.

Twitter a présenté jeudi «Tip Jar» (la «boîte à pourboires»), un nouvel outil pour permettre aux utilisateurs du réseau social de faire des dons à leurs créateurs préférés. «C'est la première étape de notre plan pour créer de nouvelles façons de donner et recevoir du soutien sur Twitter – avec de l'argent», a indiqué l'entreprise californienne dans un communiqué. Pour l'instant, seul un groupe limité de personnes, des créateurs de contenu, journalistes, expert et ONG, peuvent ajouter une «Tip Jar» à leur profil. Mais tous les utilisateurs anglophones peuvent verser leur obole. «C'est vous qui menez la conversation sur Twit-



ter et nous voulons que vous puissiez plus facilement vous soutenir les uns les autres au-delà des Follows, Retweets, et Likes», les options de partage et d'appréciation des messages, a précisé le groupe.

Patreon, PayPal ou Venmo

Le nouveau bouton offrira de payer via des services comme Patreon, PayPal ou Venmo. Twitter ne prendra pas de commission. Le ré-

seau social veut diversifier ses sources de revenus au-delà de la publicité et les options de monétisation afin de fidéliser les influenceurs. Il prépare notamment le lancement d'abonnements payants pour les comptes favoris des utilisateurs, avec des avantages et privilèges pour les abonnés. La plateforme a publié des résultats plus faibles qu'espérés la semaine dernière. Le nombre d'utilisateurs quotidiens dits «monétisables» (ayant été exposés à au moins une publicité sur une journée donnée) s'est établi à 199 millions au premier trimestre, soit 1 million de moins que les prévisions des analystes.

(AFP)

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Planification du développement durable	18 janvier et 28 février 2021	En ligne	https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements
Assises africaines de l'intelligence économique 1er au 3 septembre 2021	Février 2021	Congo	communication@assises-africaines-ie.org
Conférence internationale sur l'économie, la finance et les affaires	17 au 18 février 2021	France	https://rseconferences.com/active-conference-subitems/submit-here/
Septième session du forum régional africain sur le développement durable	1 au 4 mars 2021	Brazzaville, Congo	https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements
Salon International du Plastique	2 au 5 Mars 2021	Tunisie	http://www.plasticexpo.com.tn/
salon international de l'industrie et de l'industrie du futur	16 au 19 mars 2021	Lyon, France	Global-industrie.com
Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique	17 au 23 mars 2021	Addis-Abeba	Papersmart.uneca.org
INTERMAT	19 au 24 avril 2021	Paris, France	www.intermatconstruction.com
Sommet de l'innovation organique et des startups émergentes Afrique-Europe	7 et 8 avril 2021	Marseille, France	emergingvalley.com
Rendez-vous international en ligne de l'écosystème start-up Tech	20 au 22 avril 2021		collisionconf.com
salon international du Food service	29 mai au 2 juin 2021	France	sirha.com
4e Conférence mondiale sur le tech	Du 23 au 26 août 2021	Accra, Ghana	www.worldteakconference2020.com infowtc2020@gmail.com

HOROSCOPE finance

Bélier En principe, le secteur argent devrait être calme. Cependant, compte tenu d'un contexte astral général relativement bénéfique, la chance pourrait bien se manifester. Votre grande famille pourrait envisager une donation en votre faveur, ce qui vous permettrait, plus tôt que prévu, de devenir propriétaire d'un appartement ou d'une maison. Avant de vous lancer dans un projet qui demande réflexion, faites vos comptes sérieusement.

Taureau L'influence de la présente configuration planétaire devrait se faire sentir surtout sur le plan financier. Nombreux sont les natifs qui seront aidés par leurs parents et autres personnes plus âgées de la famille, ce qui leur permettra d'avancer plus rapidement que prévu. Vous pouvez compter sur une suite favorable à votre demande d'aide ou de bourse.

Gémeaux Saturne, en bonne position, communiquera à ceux qui manient l'argent et à tous les financiers une habileté particulière. Vous pourrez réussir une opération financière de très grande envergure. La chance vous sourira dans vos opérations et transactions, malgré la conjoncture défavorable à d'autres signes.

Cancer Saturne en bel aspect vous donnera d'assez bons espoirs d'amélioration de votre standing, surtout si vous êtes du premier décan. Il y aura des mouvements d'argent assez importants. Bonne intuition dans les transactions diverses, les placements en Bourse. Des gens qui vous doivent de l'argent seront en mesure de vous rembourser ; n'hésitez pas à insister, s'il le faut, et à vous montrer ferme. Ne faites pas de dépenses déraisonnables.

Lion Moment rêvé pour signer des contrats, pour acquérir des biens, ou encore pour effectuer des transactions financières ou immobilières. En tout cas, vous pourrez améliorer votre situation matérielle de façon spectaculaire.

Vierge Cette position de Jupiter devrait vous inciter à vous montrer un peu plus prudent sur le plan financier. La protection dont vous avez bénéficié dernièrement ne sera en effet plus aussi efficace. Cela ne veut pas dire que vous risquez des difficultés. Simplement, sachez que si vous prenez trop de risques ou dépensez sans compter, cette fois, vous ne pourrez plus compter sur la chance pour vous aider à retrouver rapidement l'équilibre.

Balance Attention aux problèmes matériels ! Evitez, autant que possible, d'effectuer des opérations financières importantes : vous serez mal conseillé et vous risquez de perdre de grosses sommes d'argent. Vous aurez en plus beaucoup de mal à équilibrer votre budget.

Scorpion C'est plus par votre magnétisme attractif et vos relations amicales ou sentimentales que vous bénéficierez des bonnes influences planétaires. Celles-ci joueront dans le monde des affaires et de la finance, où vous ne risquez nullement de vous laisser gruger.

Sagittaire Bonne journée pour effectuer des transactions financières ou des opérations immobilières de grande envergure. Grâce au Soleil en bel aspect, vous serez en mesure de réaliser d'excellentes affaires.

Capricorne Avec cet aspect de Saturne, vous devrez sans doute revoir votre budget à la baisse. Quelques natifs, tout en bénéficiant des mêmes revenus que dernièrement, décideront de diminuer leur train de vie pour des raisons idéologiques ou écologiques.

Verseau Pas de planète pour influencer votre secteur finances, qui sera donc dans l'ensemble sans histoire. Méfiez-vous toutefois de l'impact ambigu que pourra avoir Jupiter, qui risque de vous souffler, à vous qui êtes d'habitude assez raisonnable, des envies d'achats superflus.

Poissons Cette journée promet des rentrées d'argent aussi importantes qu'imprévues. Mettez sur votre sang-froid pour demander calmement une prime quelconque à une personne compétente ; il semble peu probable qu'il vous la refuse.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières

Email : leconomistetogo@gmail.com

Site web: www.leconomistedutogo.com

REC N°0602/11/12/19/HAAC

Adresse: AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publication

Komlan KPATIDE

00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANLO

00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAHPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage: 5000



AVIS D'APPEL A CANDIDATURES

Africsearch Togo recrute pour le Comité de concertation entre l'Etat et le secteur privé dans le cadre du renforcement de son équipe :



UN SECRETAIRE EXECUTIF (H/F)

MISSIONS

Le Secrétariat Exécutif est la cheville ouvrière du comité de concertation entre l'Etat et le secteur privé. Sous l'autorité du Président du comité technique de concertation, le Secrétariat Exécutif est l'organe de coordination technique et de gestion administrative et financière.

ACTIVITES SPECIFIQUES :

De façon spécifique, le Secrétaire Exécutif est chargé de :

- Préparer les dossiers techniques à soumettre au comité technique de concertation ;
- Faire la synthèse des travaux effectués par le Comité technique de concertation et les groupes de travail ;
- Exécuter et suivre les décisions prises par le conseil de concertation ;
- Préparer les dossiers inscrits à l'ordre du jour des travaux du Conseil de concertation, du Comité technique de concertation et des groupes de travail ;
- Elaborer un projet de budget soumis à l'approbation du conseil de concertation, après avis du Comité technique de concertation ;
- Assurer la communication interne et externe du Comité de concertation ;
- Participer au suivi des indicateurs du climat des affaires ;
- Elaborer l'indicateur sur le niveau de satisfaction du secteur privé dans ses rapports avec les administrations publiques ;
- Exécuter toutes autres tâches qui lui seront confiées.

RESULTATS ATTENDUS :

- Les dossiers techniques à soumettre au Comité technique de concertation sont préparés ;
- Les synthèses des travaux effectués par le Comité technique de concertation et les groupes de travail sont faites ;
- Les décisions prises par le Conseil de concertation sont exécutées et suivies ;
- Le projet de budget soumis à l'approbation du Conseil de concertation, après avis du Comité technique de concertation, est élaboré ;
- La stratégie de communication interne et externe du Comité de concertation est élaborée ;
- Les indicateurs sur le niveau de satisfaction du secteur privé dans ces rapports avec l'administration publique sont élaborés et ceux du climat des affaires sont suivis.

QUALIFICATIONS & COMPETENCES

Le candidat doit être titulaire d'au moins un Master (ou un diplôme universitaire équivalent à BAC+5) en Sciences Economiques, Sciences de Gestion, Sciences juridiques, Sciences Sociales ou tout autre domaine jugé pertinent.

Il doit être âgé de 55 ans au plus à la date de dépôt des dossiers de candidature.

 Expérience professionnelle générale

Le candidat doit avoir une expérience professionnelle avérée d'au moins sept (7) ans dans la gouvernance des organisations publiques ou privées dont cinq (5) ans à un poste de direction ou dans un rôle de leadership. Il doit être capable de gérer une équipe pluridisciplinaire et de veiller à la gestion efficace des ressources humaines et financières.

 Expérience professionnelle spécifique

Plus spécifiquement, le Secrétaire Exécutif doit avoir :

- Une bonne connaissance du secteur privé national, régional et celui de l'administration publique et des organisations régionales et sous régionales ;
- Une excellente connaissance des enjeux économiques mondiaux ;
- Une bonne connaissance des enjeux et défis du développement du secteur privé ;
- Une bonne expérience en planification stratégique et opérationnelle ;
- Une excellente connaissance du secteur industriel, de l'agriculture et des services ;
- Une bonne capacité de communication orale et écrite afin d'assurer une meilleure visibilité des actions du Comité de concertation ;
- Une bonne qualité d'analyse et une excellente capacité de créativité et d'innovation ;
- Une parfaite maîtrise de la langue française (la maîtrise de l'anglais sera un atout).

Pour postuler

Les personnes intéressées sont invitées à envoyer leur CV contenant les références de trois (03) personnes pouvant attester de la compétence du candidat, lettre de motivation adressée au Président du Comité de concertation (2 pages maximum), copie des diplômes à partir du BAC et une note de compréhension des présents termes de référence (2 pages au maximum) ainsi qu'une copie de la pièce d'identité à l'adresse info@africsearch.com en indiquant les références du poste à pourvoir. Date limite de dépôt des candidatures, le jeudi 13 Mai 2021 à 18 H 00 H TU

N.B. : Seul(e)s les candidat(e)s présélectionné(e)s seront contacté(e)s par téléphone ou par e-mail. Retrouvez le descriptif du poste sur www.africsearch.com

Cybercriminalité au Togo

La Police Nationale interpelle 54 faussaires

La Police Nationale a interpellé cinquante-quatre (54) individus, tous de nationalité nigériane dont quinze (15) faussaires cybercriminels et les trente-neuf (39) autres qui, sous le couvert d'activités de marketing de réseau QNET, s'adonnent à l'escroquerie.

● Vivien ATAKPBAME

Ces individus sont arrivés à Lomé en début de mois d'avril 2021 en provenance du Nigéria et du Ghana. S'agissant des quinze (15) faussaires et cybercriminels, leur mode opératoire consiste à se faire passer pour des personnes de type européen et se servent de faux cachets des services de douanes étrangers, de faux documents qu'ils fabriquent de toute pièce à l'aide d'outils informatiques, pour escroquer leurs victimes en leur faisant croire qu'ils sont des hommes d'affaire sérieux vivant en Europe ou dans certains pays asiatiques. Quant aux trente-neuf (39) autres individus agissant sous le couvert du réseau QNET, ils utilisent la ruse pour attirer leurs victimes au Togo en leur faisant croire



qu'ils doivent s'inscrire dans un programme de formation professionnelle débouchant sur un emploi bien rémunéré, en contrepartie du paiement d'une somme comprise entre 400.000 et 500.000 FCFA. Une fois l'argent encaissé, ces escrocs utilisent toutes sortes de subterfuges pour maintenir de gré ou de force leurs victimes, à qui ils ne proposent aucune formation ni activité sérieuse. Au demeurant, les victimes sont obligées de faire venir à leur tour, d'autres victimes encore, avant d'espérer un remboursement partiel de

leurs fonds », lit-on sur la page Facebook de la Police Nationale ce 07 mai 2021. Il faut signaler que de nombreux jeunes togolais sont également pris au piège de QNET généralement à l'extérieur de nos frontières. Au-delà des promesses d'emploi mirobolantes, se cache toute une autre réalité. Par ailleurs, la Police nationale invite la jeunesse togolaise à ne pas céder à la tentation et à se méfier des propositions de formations professionnelles ou d'emploi venant de QNET ou autre organisme douteux.

Mercato

Le FC Barcelone veut tenter le coup Ryan Gravenberch

Révélation du côté de l'Ajx Amsterdam cette saison, le jeune Ryan Gravenberch (18 ans) attise toujours plus de convoitises. Le FC Barcelone et Ronald Koeman, qui avaient déjà observé à plusieurs reprises le joueur, semblent bien déterminés à revenir à la charge cet été.



● Ryan Gravenberch lors de la rencontre entre l'Ajx et l'AZ ©Maxppp

Selon les informations de Mundo Deportivo, le jeune milieu de terrain de 18 ans et d'1m90 serait l'un des objectifs du FC Barcelone cet été. Le club catalan souhaite absolument se renforcer au milieu de terrain et verrait le jeune néerlandais comme la relève de Sergio Busquets. Plusieurs autres clubs comme la Juventus et Manchester United se sont aussi positionnés sur le dossier, mais le Barça a une longueur d'avance puisqu'il entretient de bonnes relations avec l'Ajx depuis les transferts de De Jong et Dest.

Avec footmercato.net

Forage au Togo

Les foreurs appelés à se conformer au Code de l'eau

Plus rien ne sera comme avant au Togo, dans l'exercice de l'activité de foreur professionnel d'eau. Le Ministre de l'Eau et de l'hydraulique villageoise tient au respect du Code de l'eau pour l'activité de forage d'eau. Pour Bolidja Tiem, l'exercice professionnel de foreur est soumis à une demande d'autorisation. Autrement, nul ne peut l'exercer sans la carte professionnelle délivrée par le Ministère de tutelle.



Désormais, l'activité de foreur ne pourra plus s'exercer comme ce fut par le passé sur l'ensemble du territoire national. Par arrêté N°007/2021 du mercredi 05 mai, Bolidja Tiem, Ministre de l'Eau et de l'hydraulique villageoise, conditionne l'exercice de l'activité de foreur professionnel d'eau au strict respect de l'article 39 du Code de l'eau. Conformément aux dispositions, les entreprises de forage d'eau sont classées en sept (7) catégories, ce, en fonction des moyens humains et matériels dont elles disposent. La catégorie A dénommée artisan foreur, regroupe toute personne qui réalise des forages à petit diamètre ne dépassant pas 50 mètres. La catégorie B, rassemble toute personne physique ou petite entreprise capable de forer jusqu'à 150 m. Les catégories C et D, regroupent les entreprises moyennes pouvant forer respectivement 300 à 500 m. Par contre les catégories E et F,

regroupent les grandes entreprises et toute personne physique ou morale pouvant forer jusqu'à 700 mètres pour la première et plus, pour la seconde.

Un métier réglementé

Selon les nouvelles dispositions en vigueur, « l'exercice de l'activité de foreur n'est autorisé qu'après obtention d'une carte professionnelle délivrée par le ministère chargé de l'eau selon la catégorie de l'entreprise et ce, après avis de la commission concernée par l'octroi de la carte. La durée de validité de la carte professionnelle est fixée à deux ans renouvelables », a rappelé M. Bolidja. Ainsi, la carte professionnelle délivrée par le Ministre en charge de l'eau, est préalablement soumise à une étude de dossier en fonction des catégories de l'entrepreneur foreur. Cependant, les entreprises ayant une carte profession-

nelle dans une catégorie déterminée et souhaitant être classée dans une catégorie supérieure, sont tenues de fournir des documents complémentaires. Et celles-ci, devront attester de leur capacité en ressource humaine, matérielle et financière. « La délivrance de la carte professionnelle est subordonnée au paiement d'une redevance fixée par arrêté interministériel du ministre en charge de l'eau et des finances... Tout entrepreneur de forage d'eau doit informer par écrit, l'administration, de la date du commencement et de la fin de tous travaux de forages qu'il exécute », a indiqué le Ministre de l'Eau et de l'hydraulique villageoise. Rappelons que les foreurs ont un délai de 20 jours, pour se conformer aux nouvelles dispositions et les entrepreneurs de forage en exercice en ont un an à compter de la date de signature de l'arrêté.

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

SHARP

Be Original.

ありがとう
KOTEN

Koten "Arigato" Thank You Fair
Sur Tous Les Produits SHARP

JUSQU'À
40%



Du
05 Mai
Au **12 Mai**



Boulevard De La Republique A Cote De La Station Total Marina,
Annex: Près Du Commissariat Du 4^{ème} Arrondissement
(+228) 93 29 61 17 / (+228) 91 77 76 90
electroworldfw@okitradings.com


ELECTROWORLD

CMJN



**SPECIALE
PROMOTION**

**1er
Mai**

-40%

OFF



Les Lunettes,
Votre Outil de Travail !

Sur Tout Achat de Verres et Montures
du 22 Avril au 22 Mai 2021

WWW.ODG.TG

+228 22 20 71 83 / +228 93 28 08 93

Mieux Vivre, c'est Mieux Voir